

STATUTS DE LA PAROISSE DE MONTHEY

Lexique des abréviations.

CST : Constitution EREV
EREV : Église Réformée Évangélique du Valais
LREE : Loi sur les Relations entre les Églises et l'État
dans le canton du Valais (13.11.91)

RE : Règlement Ecclésiastique
RP : Règlement de Procédure

REFERENCES EREV

Article I

Préambule

Conformément à l'article 1 du Règlement ecclésiastique de l'EREV, lequel date de 1972 et dont la révision a été adoptée par les Synodes de 1992 et de 1997, la paroisse protestante de Monthey est l'un des éléments constitutifs de l'EREV.

CST 16

Article II

Organisation

La Paroisse est une personne juridique de droit public en vertu de la Constitution et de la Loi valaisannes.

CST 3 et 45
LREE 4

Article III

Bases légales

Les présents statuts se fondent sur:

- la Constitution de l'EREV (CST),
- le Règlement Ecclésiastique (RE),
- le Règlement de procédure (RP),
- la Loi sur les Relations entre les Églises et l'État (LREE) du 13.11.91 et son règlement d'application du 07.07.93.

D'autre part, la paroisse reconnaît:

- les statuts de l'Association de Sapinhaut,
- les statuts de l'Association pour les nouveaux bâtiments de la paroisse de Monthey.

CST 16

Article IV

Buts

La paroisse annonce l'Évangile. Elle veille à l'unité de ses membres dans la foi, l'espérance et l'amour fraternel. Elle accomplit sa mission tant par le témoignage personnel de ses membres que par les divers ministères que le Saint-Esprit suscite dans l'Église. Elle veille à assurer la pérennité du patrimoine qui lui a été confié.

CST 5

CST 43
RE 157

Article V

a) Membres

La paroisse reconnaît pour ses membres toutes les personnes protestantes domiciliées sur le territoire des communes de Monthey, Collombey-Muraz, Massongex, Troistorrents, Val-d'Illiez et Champéry. Elle a son siège à Monthey.

b) Accueil

La paroisse reçoit comme membres des personnes d'autres confessions ou étrangères à la foi chrétienne et les accueille au cours d'un culte, de renouvellement de l'Alliance par exemple. Il appartient au Conseil de paroisse et aux ministres d'exercer leur ministère de discernement. Les personnes d'autres confessions chrétiennes ne sont pas rebaptisées (Reconnaissance mutuelle du baptême par les Églises chrétiennes de la Suisse, 1973).

c) Droit de vote

Chaque membre possède le droit de vote dès seize ans révolus et d'éligibilité dès dix-huit ans révolus.

CST 11-15

Article VI

Organes

CST 17

Les organes de la Paroisse sont:

1. l'Assemblée de paroisse,
2. le Conseil de paroisse.

Article VII

L'Assemblée de paroisse

CST 18-19

a) Composition

RE 7-13

L'Assemblée de paroisse est formée de tous les membres de la paroisse qui ont droit de vote.

b) Attributions

Les attributions de l'Assemblée de paroisse sont les suivantes:

- 1) Elle discute, modifie, adopte ou rejette:
 - a) les procès-verbaux des assemblées,
 - b) les rapports annuels présentés par le Conseil de Paroisse,
 - c) les comptes contrôlés par les vérificateurs,
 - d) le budget du prochain exercice élaboré par le Conseil de Paroisse,
 - e) toute proposition figurant à l'ordre du jour.
- 2) Elle nomme les ministres sur préavis de la Commission de présentation.
- 3) Elle procède aux élections prévues par la CST et le RE.

RE 72

c) Elections

Au début de chaque législature, l'assemblée élit, selon RP 5, 10-15:

- a) son bureau (président et secrétaire),
- b) ses délégués au Synode et leurs suppléants,
- c) les vérificateurs de comptes,
- d) les conseillers de paroisse, selon RP 14 ; elle nomme parmi eux le président du Conseil, selon RP 15.

d) Assemblée ordinaire

L'Assemblée de paroisse se réunit en séance ordinaire au moins une fois par an, avant le 15 mars.

e) Assemblée extraordinaire

L'Assemblée de paroisse peut être convoquée en séance extraordinaire à la demande du Conseil de paroisse ou d'un nombre de membres de la paroisse ayant droit de vote égal à quatre fois le nombre des délégués de la paroisse au Synode. Une Assemblée extraordinaire de paroisse ne peut traiter que de l'objet qui a motivé sa convocation.

f) Scrutateurs

Deux scrutateurs sont désignés au début de chaque Assemblée de paroisse.

g) Procédure

L'Assemblée de paroisse ne peut valablement voter que sur les questions à l'ordre du jour. Elle prend ses décisions selon le RP 3-6.

Le Conseil de paroisse fait obligatoirement figurer à l'ordre du jour de l'Assemblée toute proposition qui lui est soumise, appuyée par cinq membres de la paroisse ayant droit de vote, au moins trois semaines avant l'Assemblée. Séance tenante, l'Assemblée de paroisse ne peut adopter qu'un vœu.

h) Recours

Aucune décision de l'Assemblée de paroisse ne peut être remise en question dans la même session, sauf à la majorité des deux tiers des membres présents, ou par motion d'ordre valable. Le délai de recours contre une décision ou une élection de l'Assemblée de paroisse est de dix jours. Le RP 17 fixe la procédure.

Article VIII

a) Le Conseil de paroisse

Le Conseil de paroisse répond des moyens d'édification offerts par l'Eglise dans la paroisse ainsi que des services religieux.

Le Conseil de paroisse est responsable de l'assistance spirituelle, morale et sociale des membres de la paroisse et de tous ceux qui font appel à elle.

b) Gestion

Le Conseil de paroisse gère les biens mobiliers et immobiliers de la paroisse. Il exerce les droits et assume les obligations de la paroisse tels qu'ils découlent de la législation cantonale

RE 17-25, 27-29
RE 78, RP 28-32
RE 72, RP 22-26
CST 43
RE 155-159

sur les rapports entre les Eglises et l'Etat, particulièrement en matière de finances et de comptabilité.

c) Fichier

Le Conseil de paroisse est responsable de la bonne tenue du fichier paroissial, conformément à la loi sur la protection des données, des registres paroissiaux et des archives. Il établit les statistiques paroissiales qui sont communiqués au Conseil synodal chaque année avant le 31 janvier.

d) Assemblée de paroisse

RP 2-6, 10-14

Le Conseil de paroisse convoque l'Assemblée de paroisse et en fixe l'ordre du jour.

e) Représentation

RP 2-6, 10-14

Le Conseil de paroisse maintient le contact de la paroisse avec le Conseil synodal et les Comités, avec les Autorités locales, civiles et religieuses.

f) Election des ministres

Le Conseil de paroisse prépare l'élection des ministres, il organise une réélection.

g) Vacances

En cas de vacance au Conseil de paroisse, celui-ci peut organiser une élection complémentaire valable pour la fin de la législature.

h) Installation

Au début de la législature, les conseillers de paroisse sont installés par un conseiller synodal au cours d'un culte. S'ils sont élus en cours de législature, le conseil de paroisse les présente dès leur élection au cours d'un culte.

i) Fréquence

Le Conseil de paroisse se réunit en principe une fois par mois.

j) Procès-verbal

Ses délibérations font l'objet de procès-verbaux qui doivent être approuvés à la réunion suivante.

k) Confidentialité

RE 8

Les participants à la réunion ont un devoir de réserve commandé par les circonstances.

l) Rapports d'activités

Le Conseil de paroisse présente à chaque Assemblée ordinaire de printemps un rapport sur son activité, sur sa gestion et sur la marche de la paroisse.

m) Préavis

Il préavise sur toute décision soumise à l'Assemblée de paroisse.

n) Commissions

CST 46

Le Conseil de paroisse peut nommer des commissions destinées à l'étude de questions qui requièrent des compétences spéciales. Le Conseil conserve la responsabilité des tâches qu'il a confiées à une commission spéciale.

o) Composition

Le Conseil de paroisse est composé de 7 à 11 membres laïcs. Les ministres en font parties de droit.

Il comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un caissier, et 3 à 7 membres.

p) Engagement

Le président et le secrétaire ont collectivement le droit de signature par laquelle la paroisse est engagée.

q) Compétences financières

Le président et le caissier ont collectivement le droit de signature par laquelle la paroisse est engagée.

La comptabilité peut être confiée à un membre de la paroisse ne faisant pas partie du Conseil. Le Conseil de paroisse a la compétence d'engager des dépenses non prévues au budget jusqu'à concurrence d'un montant total ne dépassant pas les 4% des dépenses budgétées pour l'exercice en cours.

Article IX

Vérificateurs des comptes

RE 153

Les vérificateurs des comptes contrôlent la comptabilité du caissier arrêtée au 31 décembre de chaque année et présentent leur rapport à l'Assemblée générale.

Article X

Ressources

CST 43

La caisse de la Paroisse est alimentée par:

1. les contributions volontaires des paroissiens,
2. les subventions des pouvoirs publics,
3. le produit des collectes faites à l'occasion des services religieux et des diverses manifestations de la paroisse,
4. le bénéfice des manifestations organisées par la Paroisse,
5. les revenus des immeubles,
6. les dons et les legs.

Article XI

Contribution à l'EREV

RE 159

La Paroisse verse à l'EREV une contribution annuelle dont le montant est fixé par le Synode de l'EREV.

Article XII

Immeubles

a) Affectation

Les temples de Monthey et Champéry sont destinés à la célébration des cultes et autres actes pastoraux. Ils ne peuvent être prêtés ou loués pour des assemblées dont la nature ou le but seraient étrangers à leur caractère religieux.

b) Gestion

La mise à disposition à titre gratuit ou lucratif, des locaux paroissiaux à des tiers relève de la compétence du Conseil de paroisse.

Article XIII

Révision des statuts

La révision des présents statuts ne peut être décidée que par l'Assemblée générale à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres présents.

Article XIV

Dissolution de la paroisse

La dissolution de la Paroisse de Monthey ne peut être prononcée qu'à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres présents à une Assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet. L'Assemblée de paroisse nomme une commission de liquidation.

Révision totale pour harmonisation avec les textes légaux de l'EREV adoptée par l'Assemblée générale du 9 mars 1999.

La secrétaire: Françoise Chapuis

Le président: Philippe Ritter

Ces statuts remplacent ceux adoptés lors de l'Assemblée générale du 14 mars 1961, modifiés lors de l'Assemblée générale ordinaire du 12 mars 1971.

Statuts adoptés le 9 mars 1999